

restreindre le commerce à l'empire britannique, nous croyons en des échanges avec tout pays qui voudra commercer avec nous. Bien que notre politique soit une politique de commerce mondial, comporte l'expansion du commerce dans le domaine mondial, nous entendons accorder la préférence dans nos tarifs douaniers aux pays de l'empire britannique.

Permettez-moi de souligner la sagesse et la nécessité d'une politique de ce genre. Elle touche à une chose énoncée par mon très honorable ami au cours d'une allocution qu'il a prononcée à Toronto, dernièrement. Il a signalé le fait que le Canada est le cinquième des grands pays commerciaux de l'univers; il s'est élevé à ce rang sous le régime libéral. Il a souligné aussi le fait qu'en égard à sa population, le Canada exporte plus de produits fabriqués que tout autre pays, sauf la Nouvelle-Zélande.

Le très hon. M. BENNETT: Pas les produits fabriqués, des produits de tout genre.

Le très hon. MACKENZIE KING: J'irai plus loin. J'affirme que, proportionnellement à sa population, le Canada exporte plus de produits fabriqués que tout autre pays au monde. Nos fabricants n'ont pas subi de préjudice sous le régime de la politique libérale. Si notre pays, proportionnellement à sa population, exporte plus de produits ouverts que tout autre et occupe le second rang au point de vue commercial, quels autres avantages douaniers pouvez-vous demander en faveur de nos fabricants pour développer le commerce? Le fait que notre pays occupe cette situation indique qu'environ 2 millions de nôtres dépendent du commerce extérieur. Leur marché est un marché mondial et il est de la plus haute importance de faire en sorte, s'il est possible, qu'ils conservent leur clientèle et conquièrent de nouveaux marchés.

Au dire de mon très honorable ami, le tarif douanier est un instrument appliqué à l'industrie; ce qu'il nous faut, c'est une concurrence loyale et des chances égales. Je suis entièrement de son avis quant à la nécessité d'une concurrence loyale et de chances égales. Mais la difficulté, c'est que lorsqu'il parle ainsi il ne songe qu'à une catégorie de gens, les fabricants. C'est-à-dire qu'à juger par sa façon d'agir relativement au tarif douanier, il déclare: je fixerai les droits de douane de manière à assurer à nos fabricants l'exclusivité du marché domestique et, en ce faisant, il augmente les droits à un tel point qu'il supprime la possibilité non seulement de la concurrence, mais encore de tout commerce. Aucun pays ne saurait tout le temps se livrer au commerce en un seul sens. Tôt ou tard, il faut que les importations se payent par les exportations et

les exportations par les importations. Autrement, on ne saurait commercer et, quand vous supprimez la possibilité d'échanges entre deux pays quelconques, vous avez tôt fait de faire perdre à vos fabricants le marché intérieur lui-même, que par ailleurs vous vous efforcez si soigneusement de leur conserver. En d'autres termes, le marché intérieur par rapport au Canada, ce n'est pas un lieu. Le marché intérieur, c'est la puissance d'achat. Le marché intérieur du Canada, c'est la puissance d'achat du peuple canadien, d'où qu'elle provienne. Prenez les industries fondamentales, l'agriculture, l'exploitation minière, l'exploitation forestière, la pêche, et vous voyez immédiatement que le marché intérieur du Canada a très peu d'importance pour ces industries; leur vrai marché, c'est le marché mondial. Elles obtiennent en retour la puissance d'achat, et c'est cette puissance d'achat, qui crée la demande, laquelle représente le marché intérieur des fabricants. Si le tarif douanier peut servir d'instrument de politique nationale pour aider une catégorie de l'industrie, certes il peut servir également aussi d'instrument de politique nationale pour aider les grandes industries fondamentales et naturelles. Pourquoi n'en pas faire un instrument de politique nationale pour aider l'agriculture, l'exploitation forestière, l'exploitation minière, la pêche, ces grandes industries mères?

Comment peut-on le transformer en instrument de politique nationale à cette fin? D'abord, en l'établissant de manière à rendre le meilleur marché possible tous les instruments de production. Secondement, en abaissant le coût des articles nécessaires à la vie, afin que notre grande population ouvrière soit en mesure de gagner les salaires dont elle a vraiment besoin pour vivre et maintenir son confort habituel, et que les industries fondamentales se procurent leurs instruments de production aux plus bas prix possible. Les industries fondamentales pourront ainsi concurrencer leurs rivales sur le marché mondial. Somme toute, ce sont les prix mondiaux qui déterminent si nos exportations pourront ou non se vendre à l'étranger, et si nous voulons soutenir avec succès la concurrence sur le marché mondial, il nous faut abaisser le plus possible les frais de production des industries qui ont l'univers pour marché. Si mon très honorable ami veut développer l'industrie nationale, il est essentiel qu'il modifie sa politique à cette fin.

La conférence impériale nous offre une réelle occasion, car, en ce qui concerne les choses indispensables à la vie, surtout le vêtement et les autres articles de ce genre, l'on devrait pouvoir donner à l'armée des travailleurs du pays l'avantage de les acheter à